

## Stratégies patrimoniales

### INFORMATIONS

#### PUBLIC CONCERNÉ

- Notaires et collaborateurs du notariat pratiquant le droit de la famille et la gestion de patrimoine

#### NIVEAU :

- Pratique courante

#### DATES :

📅 16 juin 2026

#### DURÉE :

🕒 1 jour(s) (7,0 heures)

#### FORMAT :

📍 Présentiel

#### PRÉREQUIS

- Aucun prérequis exigé, bonnes connaissances en droit de la famille et en gestion de patrimoine permettront de suivre cette formation avec plus d'aisance. Nous vous invitons à réaliser le quiz de positionnement pour tester vos connaissances.

#### MODALITÉS D'EXÉCUTION

Formation en présentiel ou Visioformation

#### MODALITÉS PÉDAGOGIQUES

Type de formation : Intra, inter, commandé

L'animation pédagogique permet de susciter l'engagement des stagiaires et de favoriser l'interactivité avec le formateur

Animation pédagogique ponctuée de questions/réponses entre les stagiaires et le formateur

Mise en œuvre pédagogique par des exemples pratiques et des mises en situation professionnelles illustrant la théorie

Un support de formation est mis à disposition de chaque stagiaire préalablement à la formation de manière dématérialisée

#### MODALITÉS TECHNIQUES

En présentiel : salle de formation adaptée avec tableaux et vidéoprojecteur ; respect des règles sanitaires et de sécurité d'accueil du public

En visioformation : plateforme de visioconférence adaptée à l'animation pédagogique (interactions orales ou écrites, partage d'écrans et de documents en direct) ; accompagnement technique possible par assistance téléphonique pour la première connexion et la découverte environnementale de la plateforme

#### MODALITÉS D'ENCADREMENT

Inaфон s'assure préalablement à la formation que le formateur dispose des qualités pédagogiques et des compétences techniques d'expertise nécessaires pour dispenser la formation

#### MODALITÉS DE SUIVI ET APPRÉCIATION DES RÉSULTATS

Émargement par les stagiaires participants et l'intervenant Feuille d'émargement signée en présentiel ou électroniquement (régularisée par l'édition du rapport des connexions à la plateforme de visioconférence)

Évaluation à chaud à l'issue de la formation :

Un quiz en ligne est adressé à chaque stagiaire afin de lui permettre d'évaluer ses connaissances et compétences acquises au cours de la formation. Les résultats de l'évaluation restent confidentiels pour chaque stagiaire ;

Un questionnaire en ligne de satisfaction de fin de formation est adressé à chaque stagiaire (enquête mesurant la qualité organisationnelle et pédagogique de la formation).

#### REMISE D'UNE ATTESTATION

Une attestation de présence et un certificat de réalisation de formation sont remis à chaque stagiaire à l'issue de la formation

## Université du Notariat départementale de Loire Atlantique Univ-AT35 - [PAT095A] Usufruit, quasi-usufruit : questions pratiques à destination du notariat (famille, patrimoine, sociétés)

### OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

À la fin de la formation le bénéficiaire sera capable de :

- Mieux maîtriser les conséquences civiles et fiscales d'une situation de démembrement
- Appréhender le démembrement en droit des successions et des libéralités
- Mieux comprendre les techniques de transmissions patrimoniales impliquant un démembrement pour être force de proposition auprès de son client.
- Appréhender les risques fiscaux attachés à une situation de démembrement

### FORMATEURS



Monsieur David EPAILLY



Madame Julie URION

### CONTENU

#### 1° Questions pratiques pour mieux cerner les notions d'usufruit et de quasi-usufruit (aspects civils et fiscaux)

- Comment l'usufruit peut-il être créé ?
- Quelle est la différence de traitement entre constitution et cession d'un usufruit préconstitué ?
- Quelle est la durée de l'usufruit des personnes physiques et des personnes morales et quelles sont les impacts juridiques et fiscaux ?
- Comment l'usufruit prend-il fin (expiration du temps, consolidation, conversion, renonciation) et les impacts fiscaux ?
- Comment évalue-t-on un usufruit ? Civilement ? Fiscalement ?
- Actualité Quelles sont les conséquences de la règle suivant laquelle il n'existe pas d'indivision entre nu-propriétaire et usufruitier ?
- Actualité Comment se répartit le passif successoral entre usufruitier et nu-propriétaire (aspects civils et fiscaux) ?
- Qu'est-ce qu'un usufruit successif au sens civil ? Quel est son traitement fiscal lors de la constitution, de l'ouverture, de l'extinction ou de la vente ?

#### 2. Questions pratique autour du quasi-usufruit ?

- Qu'est-ce que le quasi-usufruit ? Définition et conceptions multiples, intérêt et limites
- Distinguer la source, de l'objet du quasi-usufruit.
- Quelles sont les utilités de la convention de quasi-usufruit ?
  - La convention pour créer un quasi-usufruit : Quand est-il nécessaire ou intéressant de constituer un quasi-usufruit ? Applications pratiques (crypto-actifs, portefeuille-titres, créance, contrat de capitalisation)
  - La convention pour reporter le démembrement sur le prix de cession d'un bien démembré : Dans quels cas, comment et quand prévoir le report du démembrement sur le prix de cession ou le produit de liquidation d'un bien démembré ?
  - La convention pour échapper à la présomption de l'article 773,2 du CGI ? Quand l'acte authentique ou SSP enregistré est-il nécessaire pour déduire la date de restitution ?
  - La convention pour aménager les droits et obligations des parties. Comment gérer l'obligation de emploi, les garanties de paiement de ma date, l'indexation de la créance et se ménager des preuves ?
- Comment s'adapter aux nouvelles restrictions posées par l'article 774 bis du CGI ?

#### 3. Questions pratiques autour de l'usufruit appliqué en droit de la famille

- Comment concilier une libéralité de l'usufruit au partenaire/concubin avec la

protection de la réserve ?

- Qu'est-ce que l'option de l'article 917 du Code civil et comment la gérer par testament ?
- Comment rédiger les clause de réserve d'usufruit sur biens communs?
- En cas de donation entre époux avec choix de quotité disponible, l'option en usufruit s'applique-t-elle par défaut si le conjoint décès sans avoir opté?
- Le conjoint survivant bénéficiaire d'une libéralité en usufruit peut-il appréhender librement les fonds de la succession?
- Comment mesurer une atteinte à la réserve en présence d'une libéralité en usufruit au profit du conjoint?
- Comment concilier la vocation légale en propriété du conjoint avec les libéralités en usufruit qu'il a reçues ?
- Comment s'effectue le rapport d'une donation en usufruit? en nue propriété?
- La construction par l'usufruitier sur sol démembré constitue-t-elle une libéralité? Et les travaux réalisés dans le bien démembré?
- Dans une donation-partage, quelles sont les conséquences civiles d'une donation de somme d'argent avec réserve d'usufruit?
- Comment fixer le montant de la soulte quand la donation porte en tout ou partie sur la NP de biens?

*4. Question pratiques autour de l'usufruit appliqué en droit des sociétés*

- Est-il possible de démembrer les parts d'une SCI lors de sa constitution (démembrement ab initio) ?
- Qui de l'usufruitier ou du nu-proprétaire a la qualité d'associé dans une SCI ?
- Comment peut-on utilement répartir les droits politiques et économiques entre nu-proprétaire et usufruitier dans une SCI ?
- Peut-on conventionnellement décider qui sera le redevable de l'impôt dans une SCI dont les parts sont démembrées ?
- Comment est réparti le prix de l'immeuble vendu par une SCI dont les parts sont démembrées ?
- Quels sont les points de vigilance lorsque le démembrement de parts sociales est utilisé comme stratégie de transmission ? ou de protection du concubin (démembrement croisé)